

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 22/05/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VG MEYZIEU SAS

124 rue de la République
69882 Meyzieu

Références : UD-R-CTESSP-24-122-RP
Code AIOT : 0006104002

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/05/2024 dans l'établissement VG MEYZIEU SAS implanté 124 rue de la République 69 330 Meyzieu. L'inspection a été annoncée le 09/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VG MEYZIEU SAS
- 124 rue de la République 69882 Meyzieu
- Code AIOT : 0006104002
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société VG MEYZIEU est spécialisée dans le packaging imprimé (impression et conception de packaging)

Thèmes de l'inspection :

Action nationale Sécheresse 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Sécheresse – Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.2.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.1.1	Voir observation
2	Sécheresse – Milieux de prélèvement et volumes prélevés	Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.1.1	Sans objet
4	Sécheresse – GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
5	Sécheresse – Gestion économe de l'eau	Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.1.1	Sans objet
6	Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 1	Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)+ AP de restriction provisoire	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société VG MEYZIEU respecte le volume annuel maximal de prélèvement d'eau dans la nappe de l'Est lyonnais.

La faible consommation annuelle d'eau (moins de 1000 m3/an dans le milieu et moins de 7000m² au total) de la société VG MEYZIEU lui permet de bénéficier d'une adaptation possible aux mesures du régime général prévues par l'arrêté cadre sécheresse.

Enfin, la société VG MEYZIEU doit mettre à jour son plan des réseaux et respecter la fréquence de relevé du compteur d'eau provenant de la nappe. Compte tenu de la faible consommation d'eau, cette fréquence, aujourd'hui hebdomadaire, peut faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de Madame la préfète (ddpp-pe@rhône.gouv.fr) pour qu'elle soit dorénavant mensuelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Sécheresse – Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement ; les résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant indique que le site dispose de 2 canalisations d'alimentation du réseau d'eau potable et d'une canalisation d'alimentation de l'eau prélevée en nappe, provenant d'un forage situé sur le site voisin (TORN SOFILEC). L'inspection constate sur place la présence des trois compteurs précédemment mentionnés. L'exploitant indique : <ul style="list-style-type: none">- procéder à un relevé annuel du compteur d'eau provenant de la nappe et disposer d'une facture annuelle de TORN SOFILEC mentionnant le volume fourni d'eau provenant de la nappe ;- que le Grand Lyon procède à deux relevés annuels des compteurs du réseau d'eau potable. L'exploitant présente : <ul style="list-style-type: none">- la facture de la société TORN SOFILEC du 20/01/2023 pour la consommation annuelle de 2022 pour un volume de 401 m³ (facture de la consommation de 2023 pas encore reçue);- ses relevés de l'index du compteur de l'eau de nappe pour les années 2021 à 2023- ses consommations annuelles d'eau de nappe pour les années 2021 à 2023, soit respectivement 240 m³ ; 401 m³ et 137 m³ ;- les factures du Grand Lyon pour 2023 qui représentent une consommation de 1637m³. L'inspection relève l'index du compteur d'eau de nappe à 131 454. Cette donnée est cohérente avec la consommation annuelle d'eau de nappe de l'exploitant et son dernier relevé de l'index au 31/12/2023 qui était à 131 420. Observation : L'exploitant procède au relevé du compteur d'eau de nappe à fréquence hebdomadaire. A défaut, au regard du volume maximum prélevable en nappe (600 m ³), l'exploitant peut solliciter une modification de cette fréquence (au minimum mensuel) en transmettant au préfet un porter à connaissance en ce sens (ddpp-pe@rhone.gouv.fr).
Type de suites proposées : Sans suites

N° 2 : Sécheresse – Milieux de prélèvement et volumes prélevés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.1.1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : Origine de la ressource : pompage de SOFILEC Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau : Couloir de l'Est lyonnais MEYZIEU (Meyzieu, Decines, Mions) alluvions de l'Ozon

<p>Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) : DG334</p> <p>Prélèvement maximal annuel : 600m3/an</p> <p>L'alimentation en eau issue du pompage de SOFILEC est assurée dans le cadre d'une convention tenue à disposition de l'inspection des installations classées. La canalisation d'alimentation est équipée d'un dispositif de comptage maintenu en bon état et relevé hebdomadairement.</p> <p>Constats :</p> <p>En complément des documents relatif aux eaux provenant de la nappe, l'exploitant présente la convention du 01/12/2015, relative à l'utilisation du forage appartenant à la société SOFILEC (devenu depuis TORNIS SOLIFEC) par la société VG MEYZIEU.</p> <p>Au regard des éléments mentionnés au constat n°1, l'inspection constate que la consommation annuelle d'eau provenant de la nappe respectent le volume de prélèvement maximal annuel.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 3 : Sécheresse – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.2.2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...), - (...) - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...), - (...) <p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant présente le plan des réseaux du site.</p> <p>L'inspection constate qu'il n'est pas indiqué sur ce plan les compteurs d'eau, ni les disconnecteurs.</p> <p>Demande : sous 3 mois, l'exploitant complète le plan des réseaux du site en indiquant les compteurs d'eau et les disconnecteurs et le transmet à l'inspection des installations classées</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> <p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Sécheresse – GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant déclare chaque année dans l'application GEREP :</p> <ul style="list-style-type: none"> -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau (dépassement des seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008) ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a renseigné les données suivantes dans GEREP pour ses consommations d'eau :</p> <p>1827m3 pour 2023 2176m3 pour 2022 3390m3 pour 2021</p> <p>Observation : L'exploitant distingue dans ses déclarations GEREP les deux origines de l'eau consommée (réseau AEP et nappe du Couloir de l'Est lyonnais DG334)</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Sécheresse – Gestion économe de l'eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2015, article 4.1.1</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Limitation pérenne des consommations d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que sa consommation d'eau industrielle est très modeste. Elle est réalisée par deux machines d'impression qui représentent un total de 3800 litres environ par an. Le reste de l'eau consommée est utilisée pour un usage domestique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Sécheresse – Exemption aux restrictions – Cas 1

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/06/2023, article Annexe 4 (tableau C) et Annexe 5 (point 10)+ AP de restriction provisoire</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2024, Exemption des restrictions pour les établissements faibles consommateurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesures de restriction sécheresse « forfaitaires » non applicables à l'alimentation des usages process des ICPE consommant moins de 1000 m³/an prélevés dans le milieu et moins de 7000 m³/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu)</p> <p>Autres dispositions applicables dans ce cas dès le niveau d'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre de dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau pour limiter au maximum les consommations. - Report des opérations exceptionnelles fortement consommatrices d'eau. - Le cas échéant, application des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse fixées dans

l'arrêté préfectoral
Registre hebdomadaire pour les prélèvements dans les milieux dès le niveau de vigilance quelque soit l'usage non domestique de plus de 1000 m ³ /an.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate d'après les éléments communiqués par l'exploitant et mentionnés dans ce rapport que la consommation d'eau de l'établissement VG MEYZIEU répond au critère de l'exemption suivante : alimentation des usages process des ICPE consommant moins de 1000 m³/an prélevés dans le milieu et moins de 7000 m³/an pour le total prélevé (réseau d'eau potable et milieu).</p>
Type de suites proposées : Sans suite